

En Europe, les dirigeants des grandes puissances jouent avec le feu

vendredi 4 février 2022, par [ACHCAR Gilbert](#) (Date de rédaction antérieure : 25 janvier 2022).

Il n'est pas exagéré de dire que ce qui se passe actuellement au cœur du continent européen est le moment le plus dangereux de l'histoire contemporaine et le plus proche d'une troisième guerre mondiale depuis la crise des missiles soviétiques à Cuba en 1962.

Il est vrai que, jusqu'à présent, ni Moscou ni Washington n'ont fait allusion à l'utilisation d'armes nucléaires, même s'il ne fait aucun doute que les deux pays ont mis leurs arsenaux nucléaires en état d'alerte face aux circonstances actuelles. Il est également vrai que le degré d'alerte militaire aux Etats-Unis n'a pas encore atteint celui qu'il avait atteint en 1962. Mais le déploiement militaire russe aux frontières de l'Ukraine dépasse les niveaux de concentration de troupes à une frontière européenne observés aux moments les plus chauds de la « guerre froide », tandis que l'escalade verbale occidentale contre la Russie a atteint un stade dangereux accompagné de gesticulations et de préparatifs militaires qui créent une possibilité réelle de conflagration.

Les dirigeants des grandes puissances jouent avec le feu. Vladimir Poutine peut penser qu'il ne fait que déplacer la reine et la tour sur le grand échiquier afin de forcer l'adversaire à retirer ses pièces. Joe Biden peut croire qu'il s'agit d'une bonne occasion pour lui de redorer son image nationale et internationale, très ternie depuis son échec embarrassant dans l'organisation du retrait des forces étatsuniennes d'Afghanistan. Et Boris Johnson peut croire que les rodomontades prétentieuses de son gouvernement sont un moyen bon marché de détourner l'attention de ses problèmes politiques intérieurs. Il n'en reste pas moins que, dans de telles circonstances, les événements acquièrent rapidement leur propre dynamique au son des tambours – une dynamique qui dépasse le contrôle de tous les acteurs, pris individuellement, et risque de déclencher une explosion qu'aucun d'entre eux n'avait initialement souhaitée.

En Europe, la tension actuelle entre la Russie et les pays occidentaux a atteint un degré jamais vu sur le continent depuis la Seconde Guerre mondiale. Les premiers épisodes de guerre qui s'y sont déroulés depuis lors, les guerres des Balkans dans les années 1990, n'ont jamais atteint le niveau de tension prolongée et d'alerte entre les grandes puissances elles-mêmes auquel nous assistons aujourd'hui. Si une guerre devait éclater en raison de la tension présente – même si elle ne faisait initialement que sévir sur le sol ukrainien – la situation centrale et la taille même de l'Ukraine suffisent à faire du danger de propagation de l'incendie à d'autres pays européens limitrophes de la Russie, ainsi qu'au Caucase et à l'Asie centrale, un péril grave et imminent.

La cause principale de ce qui se passe aujourd'hui est liée à une série de développements, dont la première et principale responsabilité incombe au plus puissant qui en a eu l'initiative – c'est-à-dire, bien sûr, les Etats-Unis. Depuis que l'Union soviétique est entrée dans la phase terminale de son agonie sous Mikhaïl Gorbatchev, et plus encore sous le premier président de la Russie post-soviétique, Boris Eltsine, Washington s'est comporté envers la Russie comme un vainqueur impitoyable envers un vaincu qu'il cherche à empêcher de pouvoir jamais se redresser. Cela s'est traduit par l'expansion de l'OTAN, dominée par les Etats-Unis, en y intégrant des pays qui

appartenait auparavant au Pacte de Varsovie dominé par l'URSS, au lieu de dissoudre l'Alliance occidentale parallèlement à son homologue orientale. Cela s'est également traduit par le fait que l'Occident a dicté une politique économique de « thérapie de choc » à l'économie bureaucratique de la Russie, provoquant une crise socio-économique et un effondrement d'énormes proportions.

Ce sont ces prémisses qui ont le plus naturellement conduit au résultat contre lequel l'un des conseillers les plus éminents de Gorbatchev – un ancien membre du Soviet suprême et du Comité central du Parti communiste de l'Union soviétique –, Georgi Arbatov, avait mis en garde il y a trente ans, lorsqu'il avait prédit que les politiques occidentales à l'égard de la Russie conduiraient à « une nouvelle guerre froide » [1] et à l'émergence d'un régime autoritaire à Moscou, renouant avec la vieille tradition impériale de la Russie. C'est ce qui s'est produit avec l'arrivée au pouvoir de Poutine qui représente les intérêts des deux blocs les plus importants de l'économie capitaliste russe (dans laquelle se mêlent capitalisme d'Etat et intérêts privés) : le complexe militaro-industriel – qui emploie un cinquième de la main-d'œuvre industrielle russe, en plus des effectifs des forces armées – et le secteur pétrolier et gazier.

Le résultat est que la Russie de Poutine pratique une politique d'expansion militaire qui va bien au-delà de ce qui prévalait à l'époque de l'Union soviétique. A l'époque, Moscou n'a déployé de forces de combat en dehors de la sphère qui était tombée sous son contrôle à la fin de la Seconde Guerre mondiale que lors de l'invasion de l'Afghanistan à la fin de 1979, invasion qui a précipité l'agonie de l'URSS. Quant à la Russie de Poutine, après avoir retrouvé une vitalité économique, depuis le début du siècle, grâce à l'augmentation du prix des combustibles, elle est intervenue militairement hors de ses frontières à une fréquence comparable à celle des interventions militaires étatsuniennes avant la défaite au Vietnam, et entre la première guerre des Etats-Unis contre l'Irak en 1991 et la sortie peu glorieuse des forces étatsuniennes de ce pays, vingt ans plus tard. Les interventions et les invasions de la Russie ne se limitent plus à son « étranger proche », c'est-à-dire les pays adjacents à la Russie, qui étaient dominés par Moscou à travers l'URSS ou le Pacte de Varsovie. La Russie post-soviétique est intervenue militairement dans le Caucase, notamment en Géorgie, en Ukraine et plus récemment au Kazakhstan. Mais elle mène également, depuis 2015, une guerre en Syrie et intervient sous un déguisement qui ne trompe personne en Libye et plus récemment en Afrique subsaharienne.

Ainsi, entre le regain de belligérance russe et la poursuite de l'arrogance des Etats-Unis, le monde se trouve au bord d'une catastrophe qui pourrait grandement accélérer l'anéantissement de l'humanité, vers lequel notre planète se dirige par le biais de la dégradation de l'environnement et du réchauffement climatique. Nous ne pouvons qu'espérer que la raison l'emportera et que les grandes puissances parviendront à un accord répondant aux préoccupations de sécurité de la Russie et recréant les conditions d'une « coexistence pacifique » renouvelée qui réduirait la chaleur de la nouvelle guerre froide et l'empêcherait de se transformer en une guerre chaude qui serait une catastrophe énorme pour toute l'humanité.

Gilbert Achcar

P.-S.

• Article traduit en anglais à partir de l'original arabe publié dans Al-Quds al-Arabi (version anglaise disponible sur ESSF), 25 janvier 2022 ; traduction de l'anglais par la rédaction de A l'Encontre le 30 janvier 2022 :

<http://alencontre.org/ameriques/americonord/usa/les-dirigeants-des-grandes-puissances-jouent-avec-l>

Notes

[1] « Eurasia Letter : A New Cold War », Georgi Aabatov, in *Foreign Policy*. No.95, Summer 1994 (pp. 90-103)